

CONJONCTURE

▼ Ghana : vers un fort accroissement des recettes fiscales en 2018 ?

L'autorité en charge de la collecte des impôts (Ghana Revenue Authority) juge que la cible fiscale de 39,8 Mds GHC (8,9 Mds USD) qui lui a été assignée pour 2018 est atteignable. Celle-ci sous-tend une augmentation de 23,2 % des recettes par rapport à l'année 2017, lors de laquelle elles auraient déjà augmenté de 22,3 %. L'OCDE montrait récemment que le niveau des recettes publiques au Ghana (15 % du PIB) était inférieur à la moyenne estimée sur un échantillon de 16 pays africains (19 % du PIB). Les mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale qui ont été votées dans le cadre de la loi de finance 2018, devraient permettre un accroissement de la collecte à court-terme.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Banque centrale du Libéria : reprise de l'économie en 2017

D'après le Rapport annuel 2017 de la Banque centrale libérienne (CBL), l'économie a enregistré une croissance de 2,5 % en 2017, après une contraction du PIB d'1,6 % en 2016. La croissance a été portée par une reprise du secteur minier (10 % du PIB) de 28,8 % en g.a. (contre -33 % en 2016). En 2018, les autorités tablent sur une croissance de 3,9 %. L'année 2017 a enregistré de fortes pressions inflationnistes à 12,4 % en moyenne, reflet de l'augmentation des prix des carburants et de la dépréciation du dollar libérien (-24,5 % sur l'année). Le déficit commercial s'est réduit de 31,7 % passant de 921,9 M USD en 2016 à 629,3 M USD, du fait principalement d'une baisse des importations (-16 %), quand le pays a enregistré une augmentation de ses exportations (+39,2 %).

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : objectif dépassé pour la seconde émission dédiée au financement des infrastructures

Une semaine après n'avoir accepté que 48,9 M USD (5 Mds KES) sur un montant proposé de 40 Mds KES (cf. brèves du 24 au 29 janvier), la Banque centrale a émis une nouvelle obligation, également d'une durée de quinze ans, à des fins de financement des infrastructures. La Banque a finalement accepté plus de 355 M USD (36 Mds KES), soit plus que les 35 Mds KES initialement proposés. Les acteurs bancaires et financiers ont proposé un taux d'intérêt moyen de 12,5 %, similaire à celui de la précédente obligation. D'après les analystes, la bonne performance de cette levée obligataire est le fait d'une augmentation de la liquidité sur le marché interbancaire au cours des derniers jours, une hausse favorisée par de récentes opérations d'injections de la Banque centrale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr